

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 15 octobre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat", a donné le 18 octobre 1991 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 oktober 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State", heeft op 18 oktober 1991 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

I. OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat est un projet d'arrêté autonome. Il s'ensuit que l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la

.../...

section d'administration du Conseil d'Etat ne sera pas de plein droit applicable au référé administratif (1).

Dans la mesure où l'arrêté du Régent du 23 août 1948 doit s'appliquer, le projet doit s'y référer expressément. Le risque d'omission existe.

2. Trois dispositions du projet soulèvent une difficulté relative à leur fondement législatif.

a) L'article 5 relatif au délai d'introduction de la demande en suspension, dès lors que l'article 17, § 3, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat empêche qu'une telle demande soit introduite après la requête en annulation, même si celle-ci est déposée avant l'expiration du délai réglementaire de soixante jours.

Cette disposition ne sera pas reproduite dans le texte proposé ci-après pour l'ensemble du projet.

b) L'article 10, en tant qu'il permet aux parties de répliquer à l'avis de l'auditeur-rapporteur, alors qu'en vertu de l'article 76 des lois coordonnées, l'avis est donné à la fin des débats; la même observation vaut pour les articles 13, 15, 22, 34 et 37.

Le texte proposé tient compte de cette observation.

(1) Le projet vise l'arrêté du Régent du 23 août 1948 en employant les termes "règlement général de procédure".

c) L'article 41 détermine l'affectation de l'astreinte, alors que l'article 17, § 5, des lois coordonnées, renvoie à l'article 36, §§ 2 à 4, des mêmes lois, à l'exclusion donc du paragraphe 1er qui, devenu le paragraphe 5 à la suite de la loi du 19 juillet 1991 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, règle cette affectation.

Il n'appartient pas au Roi de compléter la loi sur ce point.

Il convient d'attirer l'attention sur la conséquence de l'omission de cette disposition, car dans le système projeté, l'astreinte pourra être prononcée au bénéfice soit du requérant (procédure de référé), soit du Fonds spécial (procédure ordinaire).

Seule une intervention du législateur pourrait corriger cette anomalie.

3. L'arrêté royal en projet ne règle que l'hypothèse de la rétractation et de la modification de l'arrêt ayant ordonné une suspension, alors que la loi du 19 juillet 1991 précitée prévoit également la possibilité de rapporter ou de modifier, à la demande des parties, un arrêt ordonnant des mesures provisoires. Le projet doit être complété sur ce point (cfr le titre V du texte proposé).

.../...

4. Afin d'éviter des difficultés prévisibles dans le déroulement de la procédure en référé, le texte proposé ci-après prévoit quelques dispositions nouvelles ne figurant pas dans le projet :

a) L'article 2 (du texte proposé) précise que la demande d'astreinte est réglée exclusivement par l'arrêté en projet, afin d'écarter l'application de l'arrêté royal du 2 avril 1991 visé au préambule.

b) L'article 7 (du texte proposé) rappelle, dans un souci de clarté, que l'article 70 du règlement général de procédure est inapplicable à la requête en intervention dans les procédures réglées par le projet.

c) L'article 8 (du texte proposé) prévoit une publication, par avis, des demandes de suspension de l'exécution d'un règlement, compte tenu de l'impossibilité d'avertir, par voie de notification, toutes les personnes

qui, dans semblable hypothèse, peuvent avoir intérêt à la solution de l'affaire (1); l'article 21 (du texte proposé) prévoit, en conséquence, la publication de l'arrêt ordonnant une suspension.

d) L'article 11 (du texte proposé) adapte le délai de l'intervention à la règle contenue dans l'article 8 du texte proposé.

e) L'article 12 (du texte proposé) vise à déterminer de manière plus précise le délai imparti à la partie adverse pour le dépôt du dossier administratif ainsi que de la note d'observations, et tend à énoncer expressément, dans un souci de sécurité juridique, que la note tardive sera écartée des débats; il en va de même en ce qui concerne les articles 29 et 38 du texte proposé.

f) L'article 42, alinéa 2 (du texte proposé) porte à neuf le nombre de copies certifiées conformes, l'expérience ayant démontré qu'en matière de suspension, la transmission de trois ou de quatre exemplaires de la demande ou de la note est insuffisante et désorganise le fonctionnement du greffe de la section d'administration.

(1) Voir dans le même sens, l'observation faite par le Conseil d'Etat au sujet de la publication d'une requête en annulation, dans l'avis L. 19.799/VR sur le projet qui est devenu la loi du 17 octobre 1990 (doc. Sénat, 1989-1990, n° 984/1).

g) L'article 46 (du texte proposé) fixe l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

La loi du 19 juillet 1991 a été publiée au Moniteur belge le 12 octobre 1991. Elle entre en vigueur le 22 octobre 1991.

Il est important que l'arrêté en projet entre en vigueur à une date la plus proche possible de celle à laquelle la loi précitée est entrée en vigueur.

Toutefois, considérant qu'une entrée en vigueur rétroactive ne peut pas se concevoir pour un arrêté fixant des règles de procédure, et afin de permettre aux intéressés de disposer du temps minimum nécessaire pour se conformer aux nouvelles règles, il est proposé de prévoir que l'arrêté en projet entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au Moniteur belge.

5. Le texte proposé tente de simplifier, dans la mesure du possible, les règles en projet, d'une part, en re-

groupant un certain nombre de règles (1) dans les dispositions générales afin d'éviter certaines redites et, d'autre part, en uniformisant la terminologie.

6. Une attention particulière doit être réservée aux mesures provisoires qui risquent d'être la source des principales difficultés procédurales soulevées par le référé administratif.

a) Les mesures provisoires dans la procédure ordinaire.

6.1. La loi du 19 juillet 1991 consacre deux dispositions distinctes, d'une part, à la requête en suspension, et, d'autre part, à la demande de mesures provisoires. L'arrêté en projet prévoit, pour ces deux hypothèses, deux procédures entièrement séparées.

Cette situation soulève inévitablement le problème des relations réciproques entre les deux procédures.

La loi disposant que les mesures provisoires peuvent être ordonnées afin de sauvegarder les intérêts des parties et des personnes intéressées, il s'ensuit que, réserve faite des cas où l'extrême urgence est demandée, ces mesures peuvent être sollicitées par quiconque y a intérêt.

(1) Il s'agit des articles 4 (les notifications), 5 (l'audience) et 6 (l'arrêt) du texte proposé.

D'un autre côté, aucun délai n'est prévu pour l'introduction d'une demande de mesures provisoires, si ce n'est qu'elle ne peut avoir lieu avant que le Conseil soit saisi d'une requête en suspension (article 18, alinéa 1er, des lois coordonnées), de telle sorte que la demande pourrait être introduite à tout moment.

Une difficulté provient toutefois du texte de l'article 18, alinéa 1er, des lois coordonnées, aux termes duquel le Conseil d'Etat peut ordonner des mesures provisoires lorsqu'il est saisi d'une demande de suspension. Cette disposition peut signifier qu'après que le Conseil d'Etat s'est dessaisi de la demande de suspension en statuant sur celle-ci, des mesures provisoires ne peuvent plus être demandées ni même ordonnées. Elle peut aussi signifier que des mesures provisoires peuvent être demandées alors qu'il a déjà été statué sur la demande de suspension. Il appartiendra à la jurisprudence de déterminer la portée de la disposition.

6.2. Aux termes de l'article 18, alinéa 1er, des lois coordonnées, des mesures provisoires ne peuvent être ordonnées que "dans les conditions prévues à l'article 17, § 2, alinéa 1er", soit :

- si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte ou du règlement attaqué sont invoqués;
- si l'exécution immédiate de l'acte ou du règlement risque de causer un préjudice grave difficilement réparable.

.../...

Compte tenu des liens unissant les demandes de suspension et les demandes de mesures provisoires et afin d'éviter la multiplication des notifications, rapports et audiences, ainsi que d'éventuelles demandes dilatoires, on peut se demander s'il ne serait pas souhaitable de prévoir expressément que chaque fois que le respect du principe du contradictoire ne s'y oppose pas, ces demandes puissent être instruites et jugées de façon concomitante.

Un texte dans ce sens sera proposé ci-après.

b) Les demandes de mesures provisoires manifestement irrecevables ou non fondées.

7. L'article 18 des lois coordonnées ne prévoit pas d'habilitation expresse au Roi en vue de la fixation de règles spécifiques relatives à l'examen des demandes de mesures provisoires qui sont manifestement irrecevables ou manifestement non fondées.

Il s'ensuit que l'article 34 du projet d'arrêté doit être omis comme n'ayant pas de fondement légal.

.../...

c) L'extrême urgence.

8. Seul le demandeur en suspension peut demander des mesures provisoires d'extrême urgence (article 18, alinéa 3, des lois coordonnées).

L'article 39 du projet soumis au Conseil d'Etat a, dans le texte proposé (article 33, alinéa 1er), été adapté afin d'avoir égard à cette particularité découlant de la loi.

On observera qu'en cas d'extrême urgence, lorsque la demande de mesures provisoires ne pourra pas être jointe à la demande de suspension, quatre procédures risquent de s'avérer nécessaires : suspension provisoire, confirmation de la suspension, mesures provisoires d'extrême urgence, confirmation des mesures.

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES.PREAMBULE.

1. Le texte français de l'alinéa 2 doit être rédigé en concordance avec le texte néerlandais, de la façon suivante :

"Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1991;"

.../...

2. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, le mot "zoals" doit être omis.

3. L'alinéa 3 doit être omis car il est superflu.

DISPOSITIF.

Titre Ier. - Dispositions générales.

1. A l'article 1er, 4°, et dans la suite du projet, l'expression "partie défenderesse" doit, dans le texte français, être remplacée par celle de "partie adverse".

2. L'article 1er, 5°, du projet, procède d'une assimilation entre, d'une part, la personne qui a intérêt à la solution de l'affaire et, d'autre part, la partie intervenante, soit celle qui dépose une requête en intervention et dont la demande est accueillie. Ces deux catégories de personnes doivent être d'autant mieux distinguées que sont différentes les règles que leur consacre le projet.

Il en est tenu compte dans le texte proposé.

.../...

Titre II. - De la suspension de l'exécution.

1. Une nouvelle division du titre II de l'arrêté en projet est proposée, qui regroupe les règles en trois chapitres :

- un chapitre Ier relatif à l'introduction de la demande et à l'intervention;
- un chapitre II relatif à l'instruction de la demande;
- et un chapitre III contenant les règles particulières dans les cas d'extrême urgence.

Le chapitre II du projet est supprimé (voyez les observations générales); les règles contenues dans les chapitres IV et V du projet sont regroupées dans les dispositions générales du texte proposé; le chapitre VII est inséré dans le titre V du texte proposé afin de viser également la rétractation et la modification de l'arrêt ordonnant des mesures provisoires.

2. A l'article 4, 4°, du projet (article 9 du texte proposé), il y a lieu de distinguer l'exposé des faits et des moyens - que la loi qualifie de "sérieux" - susceptibles de justifier l'annulation, de l'exposé des faits consacré au "préjudice".

3. Il convient d'observer que, contrairement à ce que l'article 6, alinéa 1er, du projet pourrait laisser entendre, l'article 21bis des lois coordonnées n'est pas directement applicable à la procédure de suspension.

L'article 6, alinéa 2, du projet, trouverait mieux sa place parmi les règles particulières aux cas d'extrême urgence (cfr. article 18 du texte proposé); il y a lieu de remplacer le terme "séance" par celui d'"audience" dans le texte français.

4. Dans le texte français de l'article 8 du projet, le mot "téléfax" est incorrect et doit être remplacé par "télécopieur". Dans le texte néerlandais, il est recommandé d'utiliser le mot "faxapparaat".

Il n'est pas souhaitable que le dossier administratif ainsi que la note d'observations puissent être transmis par la voie d'un télécopieur.

5. A l'article 8, alinéa 2, du projet, la notification de la note d'observations aux personnes intéressées ne se conçoit, conformément aux règles générales de la procédure, que si celles-ci se sont portées parties intervenantes (article 12 du texte proposé). Il convient qu'une copie de la note soit également transmise à l'auditeur rapporteur.

6. A l'article 9 du projet, il est proposé que le rapport contienne un exposé des faits et des moyens ainsi que l'indication des questions au sujet desquelles il importe que les parties s'expliquent davantage. Une règle spéciale est consacrée à l'hypothèse où la demande est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée (article 13 du texte proposé). Une disposition identique est proposée pour les articles 20 et 33 du projet (articles 30 et 39 du texte proposé).

7. L'article 15 du projet mêle des dispositions qui règlent la procédure applicable aux cas d'extrême urgence, avec des dispositions consacrées à la procédure consécutive à un arrêt ordonnant provisoirement la suspension; il serait plus clair que ces deux hypothèses fassent l'objet d'articles distincts (articles 17 et 19 du texte proposé).

Il importe, de surcroît, qu'en cas de remise du dossier administratif à l'audience, il soit également permis à l'auditeur, chargé de l'avis, d'en prendre connaissance et de disposer, à cette fin, du temps nécessaire.

Les articles 15 et 39 du projet ne déterminent pas les règles de procédure applicables lorsque la chambre est appelée à confirmer une suspension ou des mesures provisoires décidées d'extrême urgence par le président.

Lorsque la chambre dispose d'un délai de quarante-cinq jours pour statuer sur la confirmation, on peut concevoir de rendre applicables, mutatis mutandis, les

.../...

articles 8 et 12 à 14 du texte proposé par le Conseil d'Etat pour la confirmation de la suspension, et les articles 29 à 31 pour la confirmation des mesures provisoires.

Si telle est l'intention du Gouvernement, il y a lieu de compléter les articles 19 et 34 du texte proposé.

8. Pour rappel, il est proposé d'insérer, sous un titre V, toutes les règles relatives à la rétractation et à la modification des arrêts ordonnant tant des mesures provisoires qu'une suspension.

Pour le surplus, les articles 16 à 23 du projet appellent les observations suivantes :

- a) à l'article 16 du projet, il échet d'observer que suivant la loi du 19 juillet 1991, c'est l'arrêt qui peut, à la demande des parties, être "rapporté" ou modifié, et non la suspension comme telle;
- b) les formalités imposées par l'article 17 du projet au demandeur peuvent utilement être allégées dès lors qu'aura déjà été rendu un arrêt contenant toutes les indications utiles à l'identification des parties ainsi que de l'acte ou du règlement litigieux;
- c) à l'article 18 du projet, il ne convient de prévoir la communication de la demande aux personnes intéressées que si celles-ci se sont portées parties intervenantes;

.../...

- d) il y a lieu d'adapter les articles 19 à 23 du projet aux modifications proposées pour les dispositions similaires relatives à la suspension.

Titre III. - Des règles particulières de procédure applicables lorsque la suspension de l'exécution est ordonnée pour détournement de pouvoir ou pour violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution.

1. Il ressort des articles 25 et 26 de l'arrêté en projet que les dispositions regroupées sous le titre III ont trait à toutes les hypothèses dans lesquelles une suspension est ordonnée, et pas uniquement à celles où la suspension est ordonnée pour détournement de pouvoir ou pour violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution.

Il y a, dès lors, lieu d'omettre, dans l'intitulé du titre III, les mots "pour détournement de pouvoir ou pour violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution"; de même, il est inutile d'accoler au mot "suspension", les termes "de l'exécution".

2. A l'article 24 du projet, il convient de régler séparément l'hypothèse de la suspension ordonnée pour détournement de pouvoir et celle dans laquelle cette suspension est prononcée pour violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution, une demande de renvoi à l'assemblée générale de la section d'administration ne se concevant que dans le second cas.

.../...

3. L'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées, accorde au requérant un délai de trente jours pour demander la poursuite de la procédure par une lettre recommandée à la poste.

L'article 27 du projet, en tant qu'il prévoit que "l'ordonnance prescrivant le dépôt du dossier et du ou des rapports au greffe contient fixation de l'affaire dans la quinzaine", ne se concilie pas avec le respect du délai de trente jours prévu par l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées.

Il faut, dès lors, omettre l'article 27 et laisser au président le soin d'apprécier le délai dans lequel l'affaire doit être fixée.

Titre IV. - Des mesures provisoires.

1. Dans la rédaction de l'article 30 du projet, il y a lieu de tenir compte des particularités de la procédure relative aux mesures provisoires; ainsi, rien n'exclut que celles-ci soient sollicitées à titre reconven-

tionnel par la partie adverse (article 30, 2°, du projet) (1).

Il convient que la demande de mesures provisoires indique en quoi les mesures provisoires demandées sont nécessaires afin de sauvegarder les intérêts de la partie qui les sollicite, dès lors qu'il s'agit là de la condition spécifique à laquelle l'article 18 des lois coordonnées subordonne l'octroi de telles mesures.

En revanche, il ne paraît pas indiqué d'obliger la partie qui sollicite des mesures provisoires, d'insérer dans sa demande "un exposé des faits et des moyens d'où il apparaît que le fait de ne pas ordonner les mesures provisoires demandées risque de causer au requérant un préjudice grave difficilement réparable" (article 30, 5°, du projet).

S'il est vrai que l'article 18, alinéa 1er, des lois coordonnées renvoie à l'article 17, § 2, alinéa 1er, qui formule cette exigence, il faut garder à l'esprit que ces mesures peuvent être demandées par une personne autre que le "requérant", le cas échéant à titre subsidiaire ou reconventionnel.

Enfin, les termes "moyens" et "requérant" utilisés à l'article 30, 5°, du projet, sont ici inappropriés pour désigner les motifs de la demande de mesures provisoires ou la personne qui sollicite celles-ci.

(1) De même, elles peuvent être sollicitées par une personne autre que le "demandeur en suspension" (article 30, 1°).

2. Les articles 31 à 38 du projet sont à adapter aux modifications proposées pour les dispositions similaires relatives à la suspension.

3. L'article 39 du projet paraît appeler les observations suivantes :

- seule la partie demanderesse en suspension peut demander des mesures provisoires d'extrême urgence; l'article 39 n'exclut pas dans le cas de l'extrême urgence, l'application de l'article 29 du projet qui prévoit la possibilité pour toute partie ou toute personne intéressée de signer une requête en mesures provisoires; il y a lieu d'adapter en conséquence le texte en projet (cfr. article 33, alinéa 1er, du texte proposé);
- l'article 39, alinéa 1er, du projet n'exclut, en cas d'extrême urgence, que l'application des articles 33 à 35; il semble qu'à l'instar de l'article 15 du projet, il convienne également d'écarter l'application de l'article 32 relatif au dépôt du dossier et de la note complémentaires;
- il convient de scinder les dispositions qui, dans l'article 39 du projet, ont respectivement trait à la procédure d'extrême urgence et à celle qui est consécutive à l'arrêt ordonnant des mesures provisoires sous réserve de confirmation;

.../...

- le projet est muet en ce qui concerne la procédure en confirmation des mesures provisoires ordonnées d'extrême urgence (voir sous le titre II, l'observation n° 7).

Titre V. - Dispositions particulières relatives à la suspension et aux mesures provisoires.

1. L'article 40 appelle l'observation suivante.

Sauf dans le cas où le règlement ou l'acte attaqués ont été publiés, il peut être impossible de déterminer avec certitude le point de départ du délai fixé par l'article 4, alinéa 3, du règlement de procédure.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat serait de nature à pallier cette difficulté (article 41 du texte proposé).

2. Il suit du renvoi fait par l'article 42 du projet à l'article 84 du règlement général de procédure que même en cas d'extrême urgence, la requête devra être transmise sous pli recommandé à la poste.

Titre VI. - Des incidents.

ST.

- -

L. 21.259/2.

Un nouveau texte est proposé pour les articles 43
et 44 de l'arrêté en projet (mêmes articles du texte proposé).

.../...

III. PROPOSITION DE TEXTE.

Titre Ier. - Dispositions générales.

"Article 1er.-

Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° les lois coordonnées : les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;
- 2° le règlement général de procédure : l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat;
- 3° le président : le président de la chambre compétente ou le conseiller d'Etat désigné par le président pour le remplacer;
- 4° la partie adverse : l'autorité administrative dont émane l'acte ou le règlement dont la suspension est demandée;

.../...

5° la partie intervenante : celui qui a intérêt à la solution de l'affaire et qui a demandé à intervenir (1).

Article 2.-

La demande d'astreinte visée à l'article 17, § 5, des lois coordonnées est introduite et instruite selon les règles prévues par le présent arrêté.

Article 3.-

Celui qui introduit une demande de suspension ou de mesures provisoires doit élire domicile en Belgique s'il n'y a ni domicile, ni siège.

La partie intervenante est tenue à la même obligation.

L'élection de domicile faite dans le premier acte de procédure vaut pour les actes subséquents, sauf modification ou dénonciation notifiées au greffe.

(1) Article 1er du projet.

Toute notification est valablement faite par le greffier en chef au domicile élu (1).

Article 4.-

§ 1er. Les communications, les convocations et les notifications adressées aux parties ou aux personnes qui ont intérêt à la solution de l'affaire peuvent se faire par porteur, contre accusé de réception.

En cas d'extrême urgence, elles peuvent également se faire au moyen d'un télécopieur.

(1) Article 2 du projet.

§ 2. La partie adverse peut communiquer le dossier administratif et sa note d'observations par porteur contre accusé de réception (1).

Article 5.-

Les articles 26 et 27 du règlement général de procédure sont applicables à l'audience.

Toutes les parties doivent être présentes ou représentées.

Si le demandeur n'est ni présent ni représenté, la demande tendant à l'octroi de la suspension, de l'astreinte ou de mesures provisoires, est rejetée. Il en va de même de la demande tendant à la rétractation ou à la modification de l'arrêt ayant ordonné une suspension, une astreinte ou des mesures provisoires.

Les autres parties qui ne sont ni présentes ni représentées sont censées acquiescer à la demande.

Le président ou un conseiller, selon le cas, fait rapport sur l'affaire.

L'auditeur pose les questions nécessaires à son avis.

(1) Article 7, alinéa 2, articles 8 et 10, alinéa 3, article 11, alinéa 2, articles 14, 15 et 18, alinéa 2, article 21, alinéa 2, article 23, alinéa 1er, article 31, alinéa 2, article 34, alinéa 3, article 35, alinéa 2, articles 38 et 39, alinéas 3 et 4.

Les parties et leur avocat présentent leurs observations orales.

A la fin des débats, l'auditeur est entendu en son avis. Toutefois, s'il entend faire état d'éléments nouveaux, il les expose; les parties sont alors entendues sur ces éléments et ensuite l'auditeur en son avis.

Le président prononce la clôture des débats et met la cause en délibéré.

Article 6.-

L'arrêt par lequel il est statué sur les demandes régies par le présent arrêté, est notifié aux parties sans délai.

Les articles 33 à 37 du règlement général de procédure sont applicables à l'arrêt.

Article 7.-

La requête en intervention dans les procédures réglées par le présent arrêté ne donne pas lieu au paiement de la taxe visée à l'article 70 du règlement général de procédure.

.../...

Article 8.-

Lorsque le Conseil d'Etat est saisi d'une demande de suspension de l'exécution d'un règlement, le greffier en chef fait publier au Moniteur belge, en français, en néerlandais et en allemand, un avis indiquant l'identité du demandeur ainsi que le règlement dont la suspension est demandée.

Titre II.- De la suspension.Chapitre Ier.- De l'introduction de la demande et de l'intervention.Article 9.-

La demande de suspension est signée par la partie ou par un avocat satisfaisant aux conditions fixées par l'article 19, alinéa 2, des lois coordonnées.

Elle est datée et contient :

- 1° les nom, qualité, domicile ou siège du demandeur et, le cas échéant, le domicile élu;
- 2° le nom et le domicile ou le siège de la partie adverse;
- 3° la mention de l'acte ou du règlement qui fait l'objet de la demande de suspension;
- 4° un exposé des faits et des moyens de nature à justifier l'annulation de l'acte ou du règlement attaqué;

.../...

- 5° un exposé des faits de nature à établir que l'exécution immédiate de l'acte ou du règlement attaqué risque de causer au demandeur un préjudice grave difficilement réparable;
- 6° le cas échéant, un exposé des faits justifiant l'extrême urgence;
- 7° le cas échéant, le montant et les modalités de l'astreinte demandée en application de l'article 17, § 5, des lois coordonnées (1).

Article 10.-

Le délai prévu par l'article 6, alinéa 1er, du règlement général de procédure pour la transmission du mémoire en réponse au recours en annulation court à partir

(1) Article 3, alinéa 1er, et article 4 du projet.

de la notification à la partie adverse de l'arrêt de la chambre statuant sur la demande de suspension (1).

Article 11.-

Le greffier en chef transmet sans délai une copie de la demande de suspension à l'auditeur général, à la partie adverse et, pour autant qu'il puisse les déterminer, aux personnes qui ont intérêt à la solution de l'affaire (2).

Quiconque a reçu notification de la demande de suspension, ne peut former de demande en intervention dans la procédure de suspension que dans les quinze jours de la réception de cette notification (3).

Dans le cas visé à l'article 8, il ne peut être formé de demande en intervention par une personne non avertie par le greffier en chef que dans les quinze jours de la publication.

Chapitre II.- De l'instruction de la demande.

Article 12.-

Dans les huit jours de la notification de la demande de suspension, la partie adverse transmet au

(1) Article 3, alinéa 2, du projet.

(2) Article 7 du projet.

(3) Article 6, alinéa 1er, du projet.

greffier en chef le dossier de l'affaire auquel elle peut joindre une note d'observations.

Un des exemplaires de la note est communiqué par le greffier en chef au demandeur ainsi qu'aux parties intervenantes et à l'auditeur-rapporteur (1).

Toute note d'observations tardive est écartée des débats.

Article 13.-

Dans les huit jours de la réception du dossier, l'auditeur rédige un rapport exposant les faits et les moyens; le cas échéant, il invite les parties à s'expliquer plus amplement sur les questions qu'il indique.

(1) Article 8 du projet.

S'il estime la demande manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, il peut toutefois limiter son rapport à cette question (1).

Article 14.-

Sur le vu du rapport, le président fixe par ordonnance la date de l'audience à laquelle la demande de suspension sera examinée par la chambre (2).

L'ordonnance de fixation est notifiée sans délai par le greffier en chef :

- 1° à l'auditeur général;
- 2° au demandeur;
- 3° à la partie adverse;

(1) Article 9 du projet.

(2) Article 10, alinéa 1er, du projet.

4° à la partie intervenante (1).

Le rapport est joint à la convocation (2).

Article 15.-

Si la demande paraît manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, le président convoque le demandeur et les autres parties à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard dans les dix jours de la transmission du rapport.

Le président statue sans délai.

S'il ne rejette pas par arrêt la demande comme étant manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, il procède ainsi qu'il est disposé à l'article 14 (3).

Article 16.-

(1) Article 11, alinéa 1er, du projet.

(2) Article 10, alinéa 1er, deuxième phrase, du projet.

(3) Article 10, alinéas 3 et 6, du projet.

Les parties et leur avocat peuvent consulter le dossier au greffe pendant le temps fixé dans l'ordonnance du président (1).

Chapitre III.- Des règles particulières dans les cas d'extrême urgence.

Article 17.-

Dans les cas où l'extrême urgence est invoquée, les articles 8 et 12 à 15 ne sont pas applicables.

(1) Article 12 du projet.

Dans ces cas, le président peut convoquer par ordonnance les parties demanderesse, adverse et intervenante, ainsi que les personnes ayant intérêt à la solution de l'affaire, éventuellement à son hôtel, à l'heure indiquée par lui, même les jours de fête et de jour à jour ou d'heure à heure.

L'ordonnance est notifiée à l'auditeur général ou au membre de l'auditorat désigné par lui.

La notification mentionne le cas échéant si le dossier administratif a été déposé.

Si la partie adverse n'a pas préalablement transmis le dossier administratif, elle le remet à l'audience au président, qui peut suspendre celle-ci afin de permettre à l'auditeur et aux parties demanderesse et intervenante d'en prendre connaissance.

Le président peut ordonner l'exécution immédiate de l'arrêt (1).

Article 18.-

La demande en intervention peut être introduite à l'audience au cours de laquelle il sera statué sur la demande de suspension (2).

Article 19.-

L'arrêt du président qui ordonne la suspension convoque également les parties à comparaître devant la chambre compétente qui statue dans les quarante-cinq jours sur la confirmation de la suspension. Si les parties, ou certaines d'entre elles, n'ont pas encore pu être entendues,

(1) Article 15, alinéas 1er à 4, du projet.

(2) Article 6, alinéa 2, du projet.

le président les convoque à comparaître dans les trois jours devant la chambre compétente (1).

Titre III. - Des règles particulières de procédure applicables lorsque la suspension est prononcée.

Article 20.-

L'arrêt par lequel il est statué sur la demande de suspension est notifié sans délai aux parties (2).

Article 21.-

L'arrêt ordonnant la suspension est publié sans délai dans les mêmes formes que l'acte ou le règlement suspendus ou, si ceux-ci n'ont pas été publiés, dans les formes où ils auraient dû l'être. Il en est de même de l'arrêt rétractant, levant ou modifiant la suspension.

Le Conseil d'Etat détermine si l'arrêt doit être publié en entier ou par extrait.

Cette publication se fait à la diligence du greffier en chef.

(1) Article 15, alinéa 5, du projet.

(2) Article 28 du projet. Les mots "l'arrêt est prononcé" sont omis, compte tenu de l'article 17, § 4, des lois coordonnées.

Article 22.-

§ 1er. Lorsque la suspension est ordonnée pour détournement de pouvoir, l'arrêt renvoie l'affaire à l'assemblée générale de la section d'administration.

§ 2. Si le requérant demande que l'affaire soit renvoyée à l'assemblée générale de la section d'administration conformément à l'article 17, § 6, alinéa 2, deuxième phrase, des lois coordonnées, il introduit cette demande par une requête adressée à la chambre dans les huit jours de la notification de l'arrêt ordonnant la suspension.

Dans ce cas, la chambre prononce sans délai un arrêt de renvoi.

§ 3. L'assemblée générale de la section d'administration est saisie par la transmission au greffier en chef d'une expédition de l'arrêt de renvoi, signée par le président et le greffier de la chambre.

L'arrêt de renvoi est notifié aux parties (1).

Article 23.-

Le rapport sur l'affaire est transmis à la chambre ou, selon le cas, à l'assemblée générale de la section d'administration, dans le mois du jour où l'auditeur rapporteur est en possession du mémoire en réplique et du dossier complet de l'affaire (2).

Article 24.-

L'ordonnance décidant le dépôt du dossier et du rapport sur l'affaire au greffe ou prescrivant un complément d'instruction, est rendue dans les quinze jours de la transmission du rapport sur l'affaire à la chambre ou, selon

(1) Article 24 du projet.

(2) Article 25 du projet.

ST.

- -

L. 21.259/2.

le cas, à l'assemblée générale de la section d'administration (1).

(1) Article 26 du projet.

Titre IV. - Des mesures provisoires.

Chapitre Ier. - De l'introduction de la demande de mesures provisoires.

Article 25.-

La demande de mesures provisoires est introduite par une requête distincte de la demande en suspension ou du recours en annulation.

La requête est signée par une partie, par une personne ayant intérêt à la solution de l'affaire ou par un avocat satisfaisant aux conditions fixées par l'article 19, alinéa 2, des lois coordonnées (1).

Article 26.-

La demande est datée et contient :

- 1° les nom, qualité, domicile ou siège de l'auteur de la demande et, le cas échéant, le domicile élu;
- 2° la mention de l'acte ou du règlement dont la suspension est demandée;
- 3° la description des mesures provisoires demandées;

(1) Article 29 du projet.

4° un exposé des faits établissant que les mesures provisoires sont nécessaires afin de sauvegarder les intérêts de la partie qui les sollicite;

5° le cas échéant, un exposé des faits justifiant l'extrême urgence (1).

Chapitre II. - De l'instruction de la demande.

Article 27.-

Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président peut décider que la demande de mesures provisoires sera instruite et jugée avec la demande de suspension.

Article 28.-

Le greffier en chef transmet sans délai une copie de la requête aux autres parties, à l'auditeur général et,

(1) Article 30 du projet.

pour autant qu'il puisse les déterminer, aux personnes qui ont intérêt à la solution de l'affaire (1).

(1) Article 31 du projet.

Article 29.-

Dans les huit jours de la notification de la requête, toute partie peut transmettre au greffier en chef un dossier complémentaire et une note complémentaire contenant des observations relatives aux mesures provisoires demandées.

Un exemplaire de la note complémentaire est communiqué sans délai par le greffier en chef aux autres parties ainsi qu'à l'auditeur rapporteur.

Toute note complémentaire tardive est écartée des débats (1).

Article 30.-

Dans les huit jours de la réception du dossier, l'auditeur rédige un rapport exposant les faits et les motifs invoqués à l'appui de la demande; le cas échéant, il invite les parties à s'expliquer plus amplement sur les questions qu'il indique.

(1) Article 32 du projet.

S'il estime la demande manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, il peut toutefois limiter son rapport à cette question (1).

(1) Article 33 du projet.

Article 31.-

Sur le vu du rapport, le président fixe par ordonnance la date de l'audience à laquelle la demande sera examinée par la chambre (1).

L'ordonnance de fixation est notifiée sans délai par le greffier en chef à l'auditeur général et aux parties (2).

Le rapport est joint à la convocation (3).

Article 32.-

(1) Article 34, alinéa 1er, première phrase, du projet.

(2) Article 35, alinéa 1er, du projet.

(3) Article 34, alinéa 1er, seconde phrase, du projet.

Les parties et leur avocat peuvent consulter le dossier au greffe pendant le temps fixé dans l'ordonnance du président (1).

Chapitre III. - Des règles particulières dans les cas d'extrême urgence.

Article 33.-

Si l'auteur d'une demande de suspension demande aussi des mesures provisoires d'extrême urgence, l'article 25 s'applique à sa requête. Les articles 29 à 31 ne sont pas applicables à celle-ci.

Dans les cas où l'extrême urgence est demandée, le président peut, par ordonnance, convoquer les parties ainsi que les personnes ayant intérêt à la solution de l'affaire, éventuellement à son hôtel, à l'heure indiquée par lui, même les jours de fête et de jour à jour ou d'heure à heure.

L'ordonnance est notifiée à l'auditeur général ou au membre de l'auditorat désigné par lui.

La notification mentionne, le cas échéant, si le dossier administratif a été déposé.

(1) Article 36 du projet.

Le président peut ordonner l'exécution immédiate de l'arrêt (1).

Article 34.-

L'arrêt du président qui ordonne des mesures provisoires convoque également les parties à comparaître devant la chambre compétente qui statuera dans les quarante-cinq jours sur la confirmation de ces mesures. Si les parties ou certaines d'entre elles n'ont pas encore pu être entendues, le président les convoque à comparaître dans les trois jours devant la chambre compétente (2).

Titre V. - De la rétractation et de la modification de l'arrêt prononçant la suspension ou ordonnant des mesures provisoires.

Article 35.-

La demande tendant à la rétractation ou à la modification de l'arrêt ordonnant la suspension ou des mesures provisoires, est introduite par une requête signée par l'une des parties ou par un avocat satisfaisant aux

(1) Article 39, alinéas 1er à 4, du projet.

(2) Article 39, alinéa 5, du projet.

conditions fixées par l'article 19, alinéa 2, des lois coordonnées (1).

Article 36.-

La requête est datée et contient :

- 1° l'indication de l'arrêt dont la rétractation ou la modification sont demandées;
- 2° un exposé des faits et des motifs justifiant la rétractation ou la modification (2).

(1) Article 16 du projet.

(2) Article 17 du projet.

Article 37.-

Le greffier en chef communique sans délai une copie de la requête aux autres parties et à l'auditeur général (1).

Article 38.-

Dans les huit jours de la notification de la requête, toute partie peut transmettre au greffier en chef un dossier complémentaire et une note d'observations.

Le greffier en chef communique un exemplaire de la note aux autres parties et à l'auditeur rapporteur.

(1) Article 18, alinéa 1er, du projet.

Toute note d'observation tardive est écartée des débats (1).

Article 39.-

Dans les huit jours de la réception du dossier, l'auditeur rédige un rapport exposant les faits et les motifs invoqués à l'appui de la demande; le cas échéant, il invite les parties à s'expliquer plus amplement sur les questions qu'il indique.

(1) Article 19 du projet.

S'il estime que la demande est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, il peut toutefois limiter son rapport à cette question (1).

Article 40.-

Sur le vu du rapport, le président fixe par ordonnance la date de l'audience à laquelle la demande de rétractation ou de modification sera examinée par la chambre.

L'ordonnance de fixation est notifiée par le greffier en chef à l'auditeur général et aux parties.

Le rapport est joint à la convocation (2).

Titre VI. - Dispositions particulières relatives à la suspension et aux mesures provisoires.

Article 41.-

Pour assurer l'application de l'article 17, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées, le président convoque les parties à comparaître devant lui à bref délai.

(1) Article 20 du projet.

(2) Article 21 du projet.

Si le requérant ne peut prouver qu'il a introduit, dans le délai fixé par l'article 4, alinéa 3, du règlement général de procédure, une requête en annulation invoquant à tout le moins les moyens qui ont justifié la suspension et, le cas échéant, les mesures provisoires, le président de la chambre qui a ordonné la suspension et, le cas échéant, les mesures provisoires, lève immédiatement cette suspension et ces mesures.

Son arrêt motivé est rendu après que les parties et l'auditeur en son avis ont été entendus.

L'arrêt est notifié sans délai aux parties (1).

Article 42.-

(1) Article 40 du projet.

Sous réserve de l'article 4 du présent arrêté, les articles 84, 86, 88 et 90 à 92 du règlement général de procédure sont applicables (1).

A tout acte de procédure sont jointes neuf copies certifiées conformes par le signataire de l'acte. La remise de copies supplémentaires peut être ordonnée.

(1) Article 42 du projet.

Titre VII. - Des incidents.Article 43.-

Dans le cas où une partie s'inscrit en faux contre une pièce produite, il est procédé à l'audience conformément à l'article 51, alinéas 1er à 4, du règlement général de procédure.

Si la chambre estime que la pièce est essentielle pour sa décision, elle décide au provisoire si cette pièce doit être retenue (1).

Article 44.-

Les dispositions suivantes du règlement général de procédure sont applicables :

1° l'article 59 relatif au désistement;

2° l'article 60 relatif à la connexité;

(1) Article 43 du projet.

3° les articles 62 à 65 relatifs à la récusation (1).

Titre VIII. - Dispositions finales.

Article 45.-

L'arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la
procédure devant la section d'administration du Conseil

(1) Article 44 du projet.

d'Etat, saisie d'une demande de suspension, modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1990 et 10 juillet 1991, est abrogé (1).

Article 46.-

Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 47.-

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté" (2).

(1) Article 45 du projet.

(2) Article 46 du projet.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp dat om advies aan de Raad van State is voorgelegd, is een ontwerp van een zelfstandig besluit. Daaruit volgt dat het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling

administratie van de Raad van State, niet van rechtswege van toepassing zal zijn op het administratieve kort geding (1).

Waar het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 van toepassing moet zijn, moet het ontwerp er uitdrukkelijk naar verwijzen. Het gevaar bestaat dat het wordt vergeten.

2. Bij drie bepalingen van het ontwerp rijst een probleem in verband met de rechtsgrond ervan.

a) Artikel 5 betreffende de termijn voor het instellen van de vordering tot schorsing, aangezien artikel 17, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State belet dat die vordering wordt ingediend na het verzoekschrift tot vernietiging, ook als dat wordt ingediend vóór het verstrijken van de reglementaire termijn van zestig dagen.

Deze bepaling zal niet worden opgenomen in de tekst die hierna wordt voorgesteld voor heel het ontwerp.

b) Artikel 10, in zoverre het de partijen de mogelijkheid biedt om op het advies van de auditeur-verslaggever te repliceren, terwijl dat advies krachtens artikel 76 van de gecoördineerde wetten wordt uitgebracht aan het einde van de debatten; dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 13, 15, 22, 34 en 37.

(1) In het ontwerp wordt naar het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 verwezen met de woorden "algemene procedureregeling".

In de voorgestelde tekst wordt rekening gehouden met deze opmerking.

c) Artikel 41 bepaalt de bestemming van de dwangsom, terwijl artikel 17, § 5, van de gecoördineerde wetten verwijst naar artikel 36, §§ 2 tot 4, van diezelfde wetten, met uitsluiting dus van paragraaf 1, die paragraaf 5 is geworden als gevolg van de wet van 19 juli 1991 houdende wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en die deze bestemming regelt.

Het is niet aan de Koning om de wet op dat punt aan te vullen.

Er dient te worden geattendeerd op het gevolg van het weglaten van deze bepaling, want in het geplande systeem zal de dwangsom ofwel ten voordele van verzoeker (rechtspleging in kort geding) ofwel ten voordele van het bijzonder fonds (gewone rechtspleging) kunnen worden uitgesproken.

Alleen de wetgever zou die anomalie kunnen rechtzetten.

3. Het ontworpen koninklijk besluit regelt slechts het geval van de intrekking en de wijziging van het arrest waarbij een schorsing wordt bevolen, terwijl de bovengenoemde wet van 19 juli 1991 ook voorziet in de mogelijkheid om een arrest waarbij voorlopige maatregelen worden bevolen, in te trekken of te wijzigen op verzoek van de partijen. Het ontwerp behoeft aanvulling op dat punt (cf. titel V van de voorgestelde tekst).

.../...

4. Om voorspelbare moeilijkheden in het verloop van de rechtspleging in kort geding te voorkomen, bevat de hierna voorgestelde tekst enkele nieuwe bepalingen die niet in het ontwerp staan :

a) Artikel 2 (van de voorgestelde tekst) bepaalt dat de vordering tot het opleggen van een dwangsom uitsluitend wordt geregeld door het ontworpen besluit, om de toepassing van het koninklijk besluit van 2 april 1991, waarnaar in de aanhef wordt verwezen, uit te sluiten.

b) Artikel 7 (van de voorgestelde tekst) herhaalt ter wille van de duidelijkheid dat artikel 70 van de algemene procedureregeling niet van toepassing is op de vordering tot tussenkomst in de rechtsplegingen waarvoor het ontwerp een regeling treft.

c) Artikel 8 (van de voorgestelde tekst) voorziet in een bekendmaking, door middel van een bericht, van de vorderingen tot schorsing van de tenuitvoerlegging van een reglement, omdat het onmogelijk is om alle personen die in een soortgelijk geval belang kunnen hebben bij de beslechting van de zaak, door middel van een kennisgeving op de

.../...

hoogte te brengen (1); artikel 21 (van de voorgestelde tekst) voorziet bijgevolg in de bekendmaking van het arrest waarbij een schorsing wordt bevolen.

d) Artikel 11 (van de voorgestelde tekst) past de termijn voor de tussenkomst aan het voorschrift aan dat vervat is in artikel 8 van de voorgestelde tekst.

e) Artikel 12 (van de voorgestelde tekst) heeft tot doel om nauwkeuriger de termijn te bepalen waarover de verwerende partij beschikt voor het indienen van het administratief dossier en de nota met opmerkingen, en om, ter wille van de rechtszekerheid, uitdrukkelijk te stellen dat een te laat ingediende nota uit de debatten wordt geweerd; hetzelfde geldt voor de artikelen 29 en 38 van de voorgestelde tekst.

f) Artikel 42, tweede lid (van de voorgestelde tekst), brengt het aantal voor eensluidend verklaarde afschriften op negen omdat uit de ervaring is gebleken dat inzake schorsingen het indienen van drie of vier exemplaren van de vordering of de nota onvoldoende is en de werking van de griffie van de afdeling administratie desorganiseert.

g) Artikel 46 (van de voorgestelde tekst) stelt de inwerkingtreding van het ontworpen besluit vast.

(1) Zie in dezelfde zin de opmerking die de Raad van State heeft gemaakt over de bekendmaking van een beroep tot nietigverklaring, in advies L. 19.799/VR over het ontwerp dat de wet van 17 oktober 1990 is geworden (Gedr. St. Senaat, 1989-1990, nr. 984/1).

De wet van 19 juli 1991 is op 12 oktober 1991 in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treedt in werking op 22 oktober 1991.

Het is belangrijk dat het ontworpen besluit in werking treedt op een datum die zo dicht mogelijk ligt bij de datum waarop de vorenvermelde wet in werking is getreden.

Aangezien echter een inwerkingtreding met terugwerkende kracht niet denkbaar is voor een besluit waarbij procedurevoorschriften worden vastgelegd, en opdat de belanghebbenden over een minimum aan tijd beschikken om zich te kunnen richten naar de nieuwe voorschriften, wordt voorgesteld te bepalen dat het ontworpen besluit in werking treedt de dag na die waarop het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

5. Met de voorgestelde tekst is geprobeerd de ontworpen voorschriften zoveel mogelijk te vereenvoudigen,

.../...

enerzijds, door een aantal voorschriften samen te brengen (1) in de algemene bepalingen om herhalingen te voorkomen en, anderzijds, door de terminologie eenvormig te maken.

6. Bijzondere aandacht moet gaan naar de voorlopige maatregelen die mogelijk aanleiding zullen geven tot de belangrijkste processuele moeilijkheden bij het administratieve kort geding.

a) De voorlopige maatregelen in de gewone rechtspleging.

6.1. De wet van 19 juli 1991 wijdt twee afzonderlijke bepalingen aan de vordering tot schorsing, enerzijds, en aan de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen, anderzijds. Het ontworpen besluit voorziet voor die twee gevallen in twee volledig aparte procedures.

Bij die toestand rijst onvermijdelijk het probleem van de wisselwerking tussen beide procedures.

Aangezien de wet bepaalt dat de voorlopige maatregelen kunnen worden bevolen om de belangen van de partijen en van de belanghebbende personen veilig te stellen, heeft dat tot gevolg dat die maatregelen, behalve de gevallen waarin de uiterst dringende noodzakelijkheid

(1) Het zijn de artikelen 4 (de kennisgevingen), 5 (de terechtzitting) en 6 (het arrest) van de voorgestelde tekst.

wordt gevorderd, kunnen worden gevraagd door iedereen die er belang bij heeft.

Bovendien wordt geen termijn bepaald voor het instellen van een vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen, behalve dat ze niet kan worden ingesteld voordat bij de Raad van State een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt (artikel 18, eerste lid, van de gecoördineerde wetten), zodat de vordering op elk ogenblik zou kunnen worden ingesteld.

Er komt evenwel een probleem voort uit de tekst van artikel 18, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, luidens hetwelk de Raad van State voorlopige maatregelen kan bevelen wanneer er een vordering tot schorsing bij aanhangig is gemaakt. Die bepaling kan betekenen dat nadat de Raad van State de vordering tot schorsing uit handen heeft gegeven door er uitspraak over te doen, geen voorlopige maatregelen meer kunnen worden gevorderd of zelfs bevolen. Ze kan ook betekenen dat voorlopige maatregelen kunnen worden gevorderd terwijl al uitspraak is gedaan over de vordering tot schorsing. De strekking van die bepaling zal moeten worden bepaald in de rechtspraak.

6.2. Luidens artikel 18, eerste lid, van de gecoördineerde wetten kunnen slechts voorlopige maatregelen worden bevolen "onder de in artikel 17, § 2, eerste lid, bepaalde voorwaarden", dat wil zeggen :

.../...

- als ernstige middelen worden aangevoerd die de vernietiging van de aangevochten akte of het aangevochten reglement kunnen wettigen;
- als de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de akte of het reglement een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Gelet op de banden die de vorderingen tot schorsing en de vorderingen tot het bevelen van voorlopige maatregelen verbinden, en om de toename van de kennisgevingen, de verslagen en de terechtzittingen alsook eventuele opschortende vorderingen te voorkomen, kan men zich afvragen of het niet wenselijk zou zijn uitdrukkelijk te bepalen dat, telkens als de inachtneming van het beginsel van de tegenspraak er niet aan in de weg staat, die vorderingen gelijktijdig kunnen worden behandeld en afgedaan.

Hierna zal een tekst in die zin worden voorgesteld.

b) De kennelijk onontvankelijke of kennelijk ongegronde vorderingen tot het bevelen van voorlopige maatregelen.

7. Artikel 18 van de gecoördineerde wetten verleent geen uitdrukkelijke machtiging aan de Koning om specifieke voorschriften vast te stellen betreffende het onderzoek van de vorderingen tot het bevelen van voorlopige maatregelen die kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond zijn.

.../...

Daaruit volgt dat artikel 34 van het ontwerp van besluit moet vervallen omdat het geen rechtsgrond heeft.

c) De uiterst dringende noodzakelijkheid.

8. Alleen de partij die de schorsing heeft gevorderd, kan voorlopige maatregelen in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid vragen (artikel 18, derde lid, van de gecoördineerde wetten).

Artikel 39 van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp is in de voorgestelde tekst (artikel 33, eerste lid) aangepast om rekening te houden met die bijzondere omstandigheid die uit de wet voortvloeit.

Er zij opgemerkt dat in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid, wanneer de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen niet bij de vordering tot schorsing kan worden gevoegd, het gevaar bestaat dat vier procedures noodzakelijk zullen blijken : de voorlopige schorsing, de bevestiging van de schorsing, de voorlopige maatregelen in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid en de bevestiging van de maatregelen.

II. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

AANHEF.

.../...

1. In de Nederlandse tekst van het tweede lid moet het woord "zoals" vervallen.

2. De Franse tekst van hetzelfde tweede lid moet overeenstemmen met de Nederlandse tekst; hij moet derhalve worden geredigeerd zoals wordt aangegeven in de Franse versie van dit advies.

3. Het derde lid moet als overbodig vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Titel I. - Algemene bepalingen.

1. In artikel 1, 4°, en verder in het ontwerp moet, in de Franse tekst, de uitdrukking "partie défenderesse" worden vervangen door de uitdrukking "partie adverse".

2. Artikel 1, 5°, van het ontwerp berust op een gelijkstelling tussen, enerzijds, de persoon die belang heeft bij de beslechting van de zaak en, anderzijds, de tussenkomende partij, dat is de partij die een verzoekschrift tot tussenkomst indient en waarvan de vordering wordt ingewilligd. Die twee categorieën van personen moeten des te meer worden uiteengehouden daar de bepalingen van het ontwerp waarin ze ter sprake komen, verschillend zijn.

.../...

In de voorgestelde tekst wordt daarmee rekening gehouden.

Titel II. - De schorsing van de tenuitvoerlegging.

1. Voor titel II van het ontworpen besluit wordt een nieuwe indeling voorgesteld, die de bepalingen samenbrengt in drie hoofdstukken :

- een hoofdstuk I betreffende het instellen van de vordering en betreffende de tussenkomst;
- een hoofdstuk II betreffende het onderzoek van de vordering;
- een hoofdstuk III dat de bijzondere bepalingen in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid behelst.

Hoofdstuk II van het ontwerp vervalt (zie de algemene opmerkingen); de bepalingen die vervat zijn in de hoofdstukken IV en V van het ontwerp worden samengebracht in de algemene bepalingen van de voorgestelde tekst; hoofdstuk VII wordt ingevoegd in titel V van de voorgestelde tekst zodat het mede slaat op de intrekking en de wijziging van het arrest dat voorlopige maatregelen beveelt.

2. In artikel 4, 4°, van het ontwerp (artikel 9 van de voorgestelde tekst) dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de uiteenzetting van de feiten en middelen - die door de wet als "ernstig" worden bestempeld - die de

.../...

vernietiging kunnen verantwoorden, en de uiteenzetting van de feiten in verband met het "nadeel".

3. Er dient te worden opgemerkt dat in strijd met wat artikel 6, eerste lid, van het ontwerp te verstaan zou kunnen geven, artikel 21bis van de gecoördineerde wetten niet rechtstreeks van toepassing is op de schorsingsprocedure.

Het zou beter zijn artikel 6, tweede lid, van het ontwerp op te nemen in de bijzondere bepalingen in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid (zie artikel 18 van de voorgestelde tekst); in de Franse tekst dient de term "séance" te worden vervangen door de term "audience".

4. Het woord "téléfax", dat voorkomt in de Franse tekst van artikel 8 van het ontwerp, is onjuist en moet worden vervangen door het woord "télécopieur". In de Nederlandse tekst verdient het aanbeveling te werken met het woord "faxapparaat".

Het is niet wenselijk dat het administratief dossier alsmede de nota met opmerkingen per fax kunnen worden overgezonden.

5. In artikel 8, tweede lid, van het ontwerp is de kennisgeving van de nota met opmerkingen aan de belanghebbende personen, overeenkomstig de algemene bepalingen inzake

.../...

rechtspleging, alleen te begrijpen indien die personen als tussenkomende partij optreden (artikel 12 van de voorgestelde tekst). Een kopie van de nota behoort eveneens te worden overgezonden aan de auditeur-verslaggever.

6. Wat artikel 9 van het ontwerp betreft, wordt voorgesteld dat het verslag, naast een uiteenzetting van de feiten en middelen, ook de opgave bevat van de punten waarover de partijen nadere uitleg zouden moeten verstrekken. Een bijzondere bepaling handelt over het geval dat de vordering kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond is (artikel 13 van de voorgestelde tekst). Een zelfde bepaling wordt voorgesteld voor de artikelen 20 en 33 van het ontwerp (artikelen 30 en 39 van de voorgestelde tekst).

7. In artikel 15 van het ontwerp worden bepalingen die de rechtspleging regelen die van toepassing is in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid en bepalingen die handelen over de rechtspleging die het gevolg is van een arrest dat voorlopig de schorsing beveelt, door elkaar gehaspeld; de tekst zou duidelijker zijn indien die twee gevallen in afzonderlijke artikelen worden opgenomen (artikelen 17 en 19 van de voorgestelde tekst).

Bovendien is het van belang dat in geval van overhandiging van het administratief dossier ter terechtzitting, de auditeur die advies moet uitbrengen eveneens in

.../...

staat wordt gesteld ervan kennis te nemen en dat hij daartoe over de nodige tijd beschikt.

De artikelen 15 en 39 van het ontwerp bepalen niet welke procedureregels van toepassing zijn wanneer de kamer een schorsing of voorlopige maatregelen waartoe de voorzitter in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid heeft besloten, moet bevestigen.

Wanneer de kamer over een termijn van vijfenveertig dagen beschikt om uitspraak te doen over de bevestiging, kan worden overwogen op de bevestiging van de schorsing, de artikelen 8 en 12 tot 14 van de tekst die de Raad van State heeft voorgesteld, en op de bevestiging van de voorlopige maatregelen, de artikelen 29 tot 31 *mutatis mutandis* toepasselijk te verklaren.

Is zulks de bedoeling van de Regering, dan behoren de artikelen 19 en 34 van de voorgestelde tekst te worden aangevuld.

8. Pro memorie wordt voorgesteld alle bepalingen betreffende de intrekking en de wijziging van de arresten die zowel voorlopige maatregelen als een schorsing bevelen, onder te brengen in een titel V.

.../...

Bovendien zijn bij de artikelen 16 tot 23 van het ontwerp de volgende opmerkingen te maken :

- a) bij artikel 16 van het ontwerp dient te worden opgemerkt dat volgens de tekst van de wet van 19 juli 1991 het arrest zelf op verzoek van de partijen kan worden "ingetrokken" of gewijzigd, en niet de schorsing als zodanig;
- b) de vormvereisten die door artikel 17 van het ontwerp aan de eiser worden opgelegd, kunnen zonder bezwaar verlicht worden aangezien er reeds een arrest gewezen zal zijn dat alle nuttige gegevens bevat om de partijen en de aangevochten akte of het aangevochten reglement te kunnen identificeren;
- c) in artikel 18 van het ontwerp dient alleen te worden voorzien in de mededeling van de vordering aan de belanghebbende personen indien deze als tussenkomende partij optreden;
- d) de artikelen 19 tot 23 van het ontwerp dienen te worden aangepast aan de wijzigingen die worden voorgesteld voor de soortgelijke bepalingen omtrent de schorsing.

.../...

Titel III. - Bijzondere regelen voor rechtspleging die van toepassing zijn wanneer de schorsing van de tenuitvoerlegging wordt bevolen wegens machtsafwending of wegens schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet.

1. Uit de artikelen 25 en 26 van het ontworpen besluit blijkt dat de bepalingen die onder titel III samengebracht zijn, betrekking hebben op alle gevallen waarin een schorsing wordt bevolen en niet uitsluitend op die waarin de schorsing wordt bevolen wegens machtsafwending of wegens schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet.

Derhalve behoren in het opschrift van titel III de woorden "wegens machtsafwending of wegens schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet" te vervallen; evenzo is het nutteloos het woord "schorsing" gevolgd te laten worden door de woorden "van de tenuitvoerlegging".

2. In artikel 24 van het ontwerp behoort een afzonderlijke regeling te worden uitgewerkt voor het geval waarin de schorsing wegens machtsafwending wordt bevolen en het geval waarin de schorsing wordt uitgesproken wegens schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet, aangezien een vordering tot verwijzing van de zaak naar de algemene vergadering van de afdeling administratie alleen in het tweede geval denkbaar is.

.../...

3. Artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten verleent de verzoeker een termijn van dertig dagen om bij ter post aangetekende brief om voortzetting van de procedure te verzoeken.

In zoverre artikel 27 van het ontwerp bepaalt dat "het bevelschrift dat de neerlegging ter griffie van het dossier en van het verslag of van de verslagen gelast, tevens vaststelling van de zaak binnen vijftien dagen (bevat)", verdraagt het zich niet met de naleving van de termijn van dertig dagen voorgeschreven bij artikel 21, zesde lid, van de gecoördineerde wetten.

Het is dus nodig dat artikel 27 vervalt en dat het bepalen van de termijn waarbinnen de rechtsdag moet worden vastgesteld aan de voorzitter wordt overgelaten.

Titel IV. - Voorlopige maatregelen.

1. Bij het redigeren van artikel 30 van het ontwerp dient acht te worden geslagen op de bijzondere kenmerken van de procedure inzake de voorlopige maatregelen; zo is het niet uitgesloten dat deze bij wijze van tegeneis

.../...

door de verwerende partij worden gevorderd (artikel 30, 2°, van het ontwerp) (1).

In de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen behoort te worden aangegeven in welk opzicht de gevorderde voorlopige maatregelen noodzakelijk zijn om de belangen van de partij die ze vordert veilig te stellen, daar het immers in dat geval gaat om de specifieke voorwaarde waaraan artikel 18 van de gecoördineerde wetten het toestaan van zulke maatregelen verbindt.

Daarentegen lijkt het niet aangewezen de partij die voorlopige maatregelen vordert te verplichten in haar vordering "een uiteenzetting van de feiten en middelen (op te nemen) waaruit blijkt dat het niet bevelen van de gevraagde voorlopige maatregelen de verzoeker een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen" (artikel 30, 5°, van het ontwerp).

Ofschoon in artikel 18, eerste lid, van de gecoördineerde wetten wordt verwezen naar artikel 17, § 2, eerste lid, dat die voorwaarde stelt, dient in gedachten te worden gehouden dat die maatregelen door een andere persoon dan de "verzoeker" gevorderd kunnen worden, in voorkomend geval subsidiair of als tegeneis.

(1) Insgelijks kunnen zij worden gevorderd door een andere persoon dan "de aanvrager van de schorsing" (artikel 30, 1°).

Ten slotte zijn de in artikel 30, 5°, van het ontwerp gebezigde termen "middelen" en "verzoeker" in het onderhavige geval ongeschikt als aanduiding van de motieven van de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen of als aanduiding van de persoon die zulke maatregelen vordert.

2. De artikelen 31 tot 38 van het ontwerp dienen te worden aangepast aan de wijzigingen die voorgesteld worden voor de soortgelijke bepalingen omtrent de schorsing.

3. Het laat zich aanzien dat bij artikel 39 van het ontwerp de volgende opmerkingen moeten worden gemaakt :

- alleen de partij die de schorsing vordert kan voorlopige maatregelen in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid vorderen; artikel 39 sluit niet uit dat in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid artikel 29 van het ontwerp wordt toegepast, dat voorschrijft dat elke belanghebbende partij of persoon een verzoekschrift tot het bevelen van voorlopige maatregelen kan ondertekenen; de ontworpen tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast (cf. artikel 33, eerste lid, van de voorgestelde tekst);
- artikel 39, eerste lid, van het ontwerp sluit in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid alleen de toepassing van de artikelen 33 tot 35 uit; het laat zich aanzien dat naar het voorbeeld van artikel 15 van het ontwerp tevens de toepassing van artikel 32 betreffende de indiening van

.../...

het aanvullend dossier en van de aanvullende nota behoort te worden uitgesloten;

- er dient te worden voorzien in splitsing van de bepalingen die in artikel 39 van het ontwerp onderscheidenlijk betrekking hebben op de rechtspleging in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid en op de rechtspleging die volgt op het arrest waarbij voorlopige maatregelen worden bevolen onder voorbehoud van bevestiging;
- in het ontwerp wordt met geen woord gerept van de rechtspleging tot bevestiging van de bevolen voorlopige maatregelen in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid (zie titel II, opmerking nr. 7).

Titel V. - Bijzondere bepalingen met betrekking tot schorsing en voorlopige maatregelen.

1. Bij artikel 40 behoort de volgende opmerking te worden gemaakt.

Behalve in het geval dat het bestreden reglement of de bestreden akte bekend zijn gemaakt, kan het onmogelijk zijn om met zekerheid te bepalen wanneer de termijn vastgesteld bij artikel 4, derde lid, van de procedureregeling ingaat.

.../...

De tekst die door de Raad van State wordt voorgesteld zou van een aard zijn om die moeilijkheid te verhelpen (artikel 41 van de voorgestelde tekst).

2. Uit de verwijzing die door artikel 42 van het ontwerp naar artikel 84 van de algemene procedureregeling wordt gemaakt, volgt dat het verzoekschrift zelfs in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid bij ter post aangetekend schrijven overgezonden zal moeten worden.

Titel VI. - Tussengeschieden.

Een nieuwe tekst wordt voorgesteld voor de artikelen 43 en 44 van het ontworpen besluit (zelfde artikelen van de voorgestelde tekst).

III. TEKSTVOORSTEL.

Titel I. - Algemene bepalingen.

"Artikel 1.-

Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de gecoördineerde wetten : de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

.../...

- 2° de algemene procedureregeling : het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State;
- 3° de voorzitter : de voorzitter van de bevoegde kamer of de staatsraad die door de voorzitter is aangewezen om hem te vervangen;
- 4° de verwerende partij : de administratieve overheid waarvan de akte of het reglement uitgaat waarvan de schorsing wordt gevorderd;
- 5° de tussenkommende partij : degene die belang heeft bij de beslechting van de zaak en die gevorderd heeft te mogen tussenkomen (1).

Artikel 2.-

De vordering tot het opleggen van een dwangsom bedoeld in artikel 17, § 5, van de gecoördineerde wetten, wordt ingesteld en behandeld volgens de in dit besluit bepaalde regels.

Artikel 3.-

Degene die een vordering tot schorsing of tot het bevelen van voorlopige maatregelen instelt, moet in België woonplaats kiezen indien hij er geen woonplaats of zetel heeft.

(1) Artikel 1 van het ontwerp.

Voor de tussenkommende partij geldt dezelfde verplichting.

De keuze van woonplaats die gedaan is in de eerste akte van rechtspleging geldt voor de latere akten, behoudens aan de griffie kenbaar gemaakte wijziging of opzegging.

Elke kennisgeving wordt door de hoofdgriffier geldig gedaan ter gekozen woonplaats (1).

Artikel 4.-

§ 1. De mededelingen, oproepingen en kennisgevingen gericht aan de partijen of aan de personen die belang hebben bij de beslechting van de zaak kunnen per bode geschieden, tegen ontvangstbewijs.

In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid kunnen zij eveneens met een faxapparaat geschieden.

(1) Artikel 2 van het ontwerp.

§ 2. De verwerende partij kan het administratief dossier en haar nota met opmerkingen per bode bezorgen, tegen ontvangbewijs (1).

Artikel 5.-

De artikelen 26 en 27 van de algemene procedureregeling zijn mede van toepassing op de terechtzitting.

Alle partijen moeten verschijnen of vertegenwoordigd zijn.

Wanneer de eiser noch verschijnt noch vertegenwoordigd is, wordt de vordering tot toekenning van de schorsing, van de dwangsom of van voorlopige maatregelen afgewezen. Hetzelfde geldt voor de vordering tot intrekking of tot wijziging van het arrest dat een schorsing, een dwangsom of voorlopige maatregelen heeft bevolen.

De andere partijen die niet verschijnen of niet vertegenwoordigd zijn, worden geacht in te stemmen met de vordering.

De voorzitter of een staatsraad, naargelang van het geval, brengt verslag uit over de zaak.

(1) Artikel 7, tweede lid, artikelen 8 en 10, derde lid, artikel 11, tweede lid, artikelen 14, 15 en 18, tweede lid, artikel 21, tweede lid, artikel 23, eerste lid, artikel 31, tweede lid, artikel 34, derde lid, artikel 35, tweede lid, artikelen 38 en 39, derde en vierde lid.

De auditeur stelt de vragen die nodig zijn voor zijn advies.

De partijen en hun advocaat dragen hun opmerkingen mondeling voor.

Aan het einde van de debatten wordt de auditeur gehoord in zijn advies. Indien hij evenwel nieuwe gegevens wenst aan te brengen, deelt hij die mede; de partijen worden daarna over die gegevens gehoord, en vervolgens de auditeur in zijn advies.

De voorzitter verklaart de debatten voor gesloten en neemt de zaak in beraad.

Artikel 6.-

Het arrest waarbij uitspraak wordt gedaan over de vorderingen waarop dit besluit van toepassing is, wordt onverwijld ter kennis van de partijen gebracht.

De artikelen 33 tot 37 van de algemene procedure-regeling zijn mede van toepassing op het arrest.

Artikel 7.-

De vordering tot tussenkomst in de rechtsplegingen waarvoor dit besluit een regeling treft, geeft geen aanleiding tot betaling van het recht bedoeld in artikel 70 van de algemene procedureregeling.

.../...

Artikel 8.-

Wanneer de Raad van State wordt geadieerd inzake een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging van een reglement, doet de hoofdgriffier in het Belgisch Staatsblad, in het Nederlands, het Frans en het Duits, een bericht bekendmaken dat de identiteit van de eiser vermeldt, alsmede het reglement waarvan de schorsing wordt gevorderd.

Titel II. - Schorsing.Hoofdstuk I. - Instellen van de vordering en tussenkomst.Artikel 9.-

De vordering tot schorsing wordt ondertekend door de partij of door een advocaat die voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 19, tweede lid, van de gecoördineerde wetten.

Zij wordt gedagtekend en bevat :

- 1° de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eiser en, in voorkomend geval, de gekozen woonplaats;
- 2° de naam en de woonplaats of zetel van de verwerende partij;
- 3° de vermelding van de akte of het reglement waartegen de vordering tot schorsing is gericht;

.../...

- 4° een uiteenzetting van de feiten en middelen die de vernietiging van de aangevochten akte of het aangevochten reglement kunnen rechtvaardigen;
- 5° een uiteenzetting van de feiten die kunnen aantonen dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de aangevochten akte of het aangevochten reglement de eiser een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen;
- 6° in voorkomend geval, een uiteenzetting van de feiten die de uiterst dringende noodzakelijkheid rechtvaardigen;
- 7° in voorkomend geval, het bedrag van en de nadere regels omtrent de met toepassing van artikel 17, § 5, van de gecoördineerde wetten gevorderde dwangsom (1).

Artikel 10.-

De termijn, bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de algemene procedureregeling voor het overzenden van de memorie van antwoord op de vordering tot nietigverklaring, gaat in bij de kennisgeving, aan de verwerende partij, van

(1) Artikel 3, eerste lid, en artikel 4 van het ontwerp.

het arrest van de kamer die uitspraak doet over de vordering tot schorsing (1).

Artikel 11.-

De hoofdgriffier zendt onverwijld een afschrift van de vordering tot schorsing aan de auditeur-generaal, aan de verwerende partij en, voor zover hij ze kan bepalen, aan de personen die belang hebben bij de beslechting van de zaak (2).

Degene aan wie kennis is gegeven van de vordering tot schorsing, kan alleen binnen vijftien dagen na ontvangst

(1) Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp.

(2) Artikel 7 van het ontwerp.

van die kennisgeving een vordering tot tussenkomst in de schorsingsprocedure instellen (1).

In het geval bedoeld in artikel 8 kan door een persoon die door de hoofdgriffier niet op de hoogte is gebracht, alleen binnen vijftien dagen na de bekendmaking een vordering tot tussenkomst worden ingesteld.

Hoofdstuk II. - Onderzoek van de vordering.

Artikel 12.-

De verwerende partij doet binnen acht dagen na de kennisgeving van de vordering tot schorsing, aan de hoofdgriffier het dossier van de zaak geworden, waarbij zij een nota met opmerkingen kan voegen.

(1) Artikel 6, eerste lid, van het ontwerp.

Eén van de exemplaren van de nota wordt door de hoofdgriffier gezonden aan de eiser, aan de tussenkommende partijen en aan de auditeur-verslaggever (1).

Een te laat ingediende nota met opmerkingen wordt uit de debatten geweerd.

Artikel 13.-

De auditeur maakt binnen acht dagen na ontvangst van het dossier een verslag op waarin de feiten en middelen worden uiteengezet; in voorkomend geval verzoekt hij de partijen nadere uitleg te verstrekken over de punten die hij aangeeft.

(1) Artikel 8 van het ontwerp.

Indien hij oordeelt dat de vordering kennelijk ontvankelijk of kennelijk ongegrond is, kan hij zijn verslag evenwel tot dat punt beperken (1).

Artikel 14.-

De voorzitter bepaalt na kennisneming van het verslag, bij beschikking de dag van de terechtzitting waarop de vordering tot schorsing door de kamer wordt behandeld (2).

De hoofdgriffier geeft onverwijld kennis van de beschikking waarbij de rechtsdag wordt bepaald aan :

- 1° de auditeur-generaal;
- 2° de eiser;
- 3° de verwerende partij;

(1) Artikel 9 van het ontwerp.

(2) Artikel 10, eerste lid, van het ontwerp.

4° de tussenkomende partij (1).

Het verslag wordt bij de oproeping gevoegd (2).

Artikel 15.-

Indien de vordering kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond blijkt te zijn, roept de voorzitter de eiser en de andere partijen op om spoedig en uiterlijk binnen tien dagen na overzending van het verslag voor hem te verschijnen.

De voorzitter doet onverwijld uitspraak.

(1) Artikel 11, eerste lid, van het ontwerp.

(2) Artikel 10, eerste lid, tweede volzin, van het ontwerp.

Indien hij de vordering niet bij arrest als kennelijk onontvankelijk of als kennelijk ongegrond afwijst, gaat hij te werk zoals wordt bepaald in artikel 14 (1).

Artikel 16.-

De partijen en hun advocaat kunnen gedurende de in de beschikking van de voorzitter bepaalde tijd ter griffie inzage nemen van het dossier (2).

Hoofdstuk III. - Bijzondere regels in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid.

Artikel 17.-

De artikelen 8 en 12 tot 15 zijn niet van toepassing in de gevallen waarin de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd.

(1) Artikel 10, derde en zesde lid, van het ontwerp.

(2) Artikel 12 van het ontwerp.

In die gevallen kan de voorzitter de eisende partij, de verwerende partij en de tussenkomende partij, alsmede de personen die belang hebben bij de beslechting van de zaak, bij beschikking eventueel te zijnen huize oproepen op het door hem bepaalde uur, zelfs op feestdagen en van dag tot dag of van uur tot uur.

De beschikking wordt ter kennis gebracht van de auditeur-generaal of van het door hem aangewezen lid van het auditoraat.

In de kennisgeving wordt in voorkomend geval vermeld of het administratief dossier is neergelegd.

Indien de verwerende partij het administratief dossier niet van te voren heeft overgezonden, overhandigt zij het ter terechtzitting aan de voorzitter, die de terechtzitting kan schorsen om aan de auditeur en aan de eisende en de tussenkomende partij de gelegenheid te geven er inzage van te nemen.

.../...

De voorzitter kan de onmiddellijke tenuitvoerlegging van het arrest bevelen (1).

(1) Artikel 15, eerste tot vierde lid, van het ontwerp.

Artikel 18.-

De vordering tot tussenkomst kan worden ingesteld in de terechtzitting tijdens welke uitspraak wordt gedaan over de vordering tot schorsing (1).

Artikel 19.-

In het arrest van de voorzitter, dat de schorsing beveelt, worden de partijen ook opgeroepen om te verschijnen voor de bevoegde kamer, die binnen vijfenveertig dagen uitspraak doet over de bevestiging van de schorsing. Indien de partijen, of sommige ervan, nog niet konden worden gehoord, roept de voorzitter ze op om binnen drie dagen voor de bevoegde kamer te verschijnen (2).

Titel III. - Bijzondere regels voor de rechtspleging die van toepassing zijn wanneer de schorsing wordt uitgesproken.

Artikel 20.-

(1) Artikel 6, tweede lid, van het ontwerp.

(2) Artikel 15, vijfde lid, van het ontwerp.

Het arrest waarbij uitspraak wordt gedaan over de vordering tot schorsing wordt onverwijld ter kennis gebracht van de partijen (1).

Artikel 21.-

Het arrest dat de schorsing beveelt wordt onverwijld bekendgemaakt op dezelfde wijze als de geschorste akte of het geschorste reglement of, indien deze niet zijn bekendgemaakt, op de wijze waarop zij hadden moeten zijn bekendgemaakt. Hetzelfde geldt voor het arrest dat de schorsing intrekt, opheft of wijzigt.

De Raad van State bepaalt of het arrest in zijn geheel of bij uittreksel moet worden bekendgemaakt.

Die bekendmaking geschiedt op verzoek van de hoofdgriffier.

Artikel 22.

§ 1. Wanneer de schorsing wordt bevolen wegens machtsafwending, verwijst het arrest de zaak naar de algemene vergadering van de afdeling administratie.

§ 2. Wanneer de verzoeker vordert dat de zaak overeenkomstig artikel 17, § 6, tweede lid, tweede volzin, van de gecoördineerde wetten wordt verwezen naar de algemene vergadering van de afdeling administratie, stelt hij die

(1) Artikel 28 van het ontwerp. De woorden "het arrest wordt uitgesproken" vervallen gelet op artikel 17, § 4, van de gecoördineerde wetten.

vordering in binnen acht dagen na de kennisgeving van het arrest dat de schorsing beveelt, door middel van een aan de kamer gericht verzoekschrift.

In dat geval spreekt de kamer onverwijld een verwijzingsarrest uit.

§ 3. De algemene vergadering van de afdeling administratie wordt geadieerd door het aan de hoofdgriffier overzenden van een door de voorzitter en de griffier van de kamer ondertekende uitgifte van het verwijzingsarrest.

Het verwijzingsarrest wordt ter kennis gebracht van de partijen (1).

Artikel 23.-

Het verslag over de zaak wordt binnen een maand na de dag waarop de auditeur-verslaggever in het bezit is gesteld van de memorie van wederantwoord en van het volledige dossier van de zaak overgezonden aan de kamer of, naargelang

(1) Artikel 24 van het ontwerp.

van het geval, aan de algemene vergadering van de afdeling administratie (1).

Artikel 24.-

De beschikking die de neerlegging van het dossier en van het verslag over de zaak ter griffie gelast of die een aanvullend onderzoek voorschrijft, wordt gegeven binnen vijftien dagen nadat het verslag over de zaak aan de kamer of, naargelang van het geval, aan de algemene vergadering van de afdeling administratie is gezonden (2).

Titel IV. - Voorlopige maatregelen.

Hoofdstuk I. - Instellen van de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen.

Artikel 25.-

De vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen wordt ingesteld bij een verzoekschrift dat onderscheiden is van de vordering tot schorsing of van het beroep tot nietigverklaring.

Het verzoekschrift wordt ondertekend door een partij, door een persoon die belang heeft bij de beslechting van de zaak, of door een advocaat die voldoet aan de voor-

(1) Artikel 25 van het ontwerp.

(2) Artikel 26 van het ontwerp.

waarden bepaald bij artikel 19, tweede lid, van de gecoördineerde wetten (1).

Artikel 26.-

De vordering wordt gedagtekend en bevat :

- 1° de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de indiener van de vordering en, in voorkomend geval, de gekozen woonplaats;
- 2° de vermelding van de akte of het reglement waarvan de schorsing wordt gevorderd;

(1) Artikel 29 van het ontwerp.

- 3° de beschrijving van de gevorderde voorlopige maatregelen;
- 4° een uiteenzetting van de feiten welke aantonen dat de voorlopige maatregelen noodzakelijk zijn om de belangen van de partij die ze vordert, veilig te stellen;
- 5° in voorkomend geval, een uiteenzetting van de feiten die de uiterst dringende noodzakelijkheid rechtvaardigen (1).

Hoofdstuk II. - Onderzoek van de vordering.

Artikel 27.-

In het belang van een goede rechtsbedeling kan de voorzitter beslissen dat de vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen wordt behandeld en afgedaan met de vordering tot schorsing.

Artikel 28.-

De hoofdgriffier zendt onverwijld een afschrift van het verzoekschrift aan de andere partijen, aan de audi-

(1) Artikel 30 van het ontwerp.

teur-generaal en, voor zover hij ze kan bepalen, aan de personen die belang hebben bij de beslechting van de zaak (1).

(1) Artikel 31 van het ontwerp.

Artikel 29.-

Elke partij kan binnen acht dagen na de kennisgeving van het verzoekschrift aan de hoofdgriffier een aanvullend dossier en een aanvullende nota met opmerkingen betreffende de gevorderde voorlopige maatregelen zenden.

Een exemplaar van de aanvullende nota wordt door de hoofdgriffier onverwijld aan de andere partijen en aan de auditeur-verslaggever gezonden.

Een te laat ingediende aanvullende nota wordt uit de debatten geweerd (1).

Artikel 30.-

De auditeur maakt binnen acht dagen na ontvangst van het dossier een verslag op waarin hij de feiten en de motieven die tot staving van de vordering worden aangevoerd, uiteenzet; in voorkomend geval verzoekt hij de partijen nadere uitleg te verstrekken over de punten die hij aangeeft.

(1) Artikel 32 van het ontwerp.

Indien hij oordeelt dat de vordering kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond is, kan hij zijn verslag evenwel tot dat punt beperken (1).

(1) Artikel 33 van het ontwerp.

Artikel 31-

De voorzitter bepaalt na kennisneming van het verslag, bij beschikking de dag van de terechtzitting waarop de vordering door de kamer wordt behandeld (1).

De hoofdgriffier geeft onverwijld kennis van de beschikking waarbij de rechtsdag wordt bepaald aan de auditeur-generaal en aan de partijen (2).

Het verslag wordt bij de oproeping gevoegd (3).

Artikel 32.-

(1) Artikel 34, eerste lid, eerste zin, van het ontwerp.

(2) Artikel 35, eerste lid, van het ontwerp.

(3) Artikel 34, eerste lid, tweede zin, van het ontwerp.

De partijen en hun advocaat kunnen gedurende de in de beschikking van de voorzitter bepaalde tijd ter griffie inzage nemen van het dossier (1).

Hoofdstuk III. - Bijzondere regels in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid.

Artikel 33.-

Indien de indiener van een vordering tot schorsing ook uiterst dringende voorlopige maatregelen vordert, is artikel 25 van toepassing op zijn verzoek. De artikelen 29 tot 31 zijn er niet op van toepassing.

In het geval de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt gevorderd, kan de voorzitter de partijen alsook de personen die belang hebben bij de beslechting van de zaak, bij beschikking eventueel te zijnen huize oproepen op het door hem bepaalde uur, zelfs op feestdagen en van dag tot dag of van uur tot uur.

De beschikking wordt ter kennis gebracht van de auditeur-generaal of van het door hem aangewezen lid van het auditoraat.

In de kennisgeving wordt in voorkomend geval vermeld of het administratief dossier is neergelegd.

(1) Artikel 36 van het ontwerp.

De voorzitter kan de onmiddellijke tenuitvoerlegging van het arrest bevelen (1).

Artikel 34.-

In het arrest van de voorzitter dat voorlopige maatregelen beveelt, worden de partijen ook opgeroepen om te verschijnen voor de bevoegde kamer, die binnen vijfenveertig dagen uitspraak doet over de bevestiging van die maatregelen. Indien de partijen of sommige ervan, nog niet konden worden gehoord, roept de voorzitter ze op om binnen drie dagen voor de bevoegde kamer te verschijnen (2).

Titel V. - Intrekking en wijziging van het arrest waarbij de schorsing wordt uitgesproken of voorlopige maatregelen worden bevolen.

Artikel 35.-

De vordering tot intrekking of tot wijziging van het arrest dat de schorsing of voorlopige maatregelen beveelt, wordt ingesteld door middel van een verzoekschrift ondertekend door een van de partijen of door een advocaat

(1) Artikel 39, eerste tot vierde lid, van het ontwerp.

(2) Artikel 39, vijfde lid, van het ontwerp.

die voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 19, tweede lid, van de gecoördineerde wetten (1).

Artikel 36.-

Het verzoekschrift wordt gedagtekend en bevat :

- 1° de opgave van het arrest waarvan de intrekking of de wijziging wordt gevorderd;
- 2° een uiteenzetting van de feiten en de motieven die de intrekking of de wijziging rechtvaardigen (2).

Artikel 37.-

(1) Artikel 16 van het ontwerp.

(2) Artikel 17 van het ontwerp.

De hoofdgriffier zendt onverwijld een afschrift van het verzoekschrift aan de andere partijen en aan de auditeur-generaal (1).

Artikel 38.-

Iedere partij kan binnen acht dagen na de kennisgeving van het verzoekschrift, aan de hoofdgriffier een aanvullend dossier en een nota met opmerkingen verzenden.

De hoofdgriffier zendt een exemplaar van de nota aan de andere partijen en aan de auditeur-verslaggever.

Een te laat ingediende nota met opmerkingen wordt uit de debatten geweerd (2).

Artikel 39.-

De auditeur maakt binnen acht dagen na ontvangst van het dossier een verslag op waarin hij de feiten en de motieven die tot staving van de vordering worden aangevoerd, uiteenzet; in voorkomend geval verzoekt hij de partijen nadere uitleg te verstrekken over de punten die hij aangeeft.

(1) Artikel 18, eerste lid, van het ontwerp.

(2) Artikel 19 van het ontwerp.

Indien hij oordeelt dat de vordering kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond is, kan hij zijn verslag evenwel tot dat punt beperken (1).

Artikel 40.-

De voorzitter bepaalt, na kennisneming van het verslag, bij beschikking de dag van de terechtzitting waarop de vordering tot intrekking of tot wijziging door de kamer wordt behandeld.

De hoofdgriffier geeft kennis van de beschikking waarbij de rechtsdag wordt bepaald aan de auditeur-generaal en aan de partijen.

(1) Artikel 20 van het ontwerp.

Het verslag wordt bij de oproeping gevoegd (1).

Titel VI. - Bijzondere bepalingen omtrent de schorsing en de voorlopige maatregelen.

Artikel 41.-

Om te zorgen voor de toepassing van artikel 17, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten, roept de voorzitter de partijen op om spoedig voor hem te verschijnen.

Indien de verzoeker niet kan bewijzen dat hij binnen de in artikel 4, derde lid, van de algemene procedure-regeling bepaalde termijn een verzoekschrift tot nietigverklaring heeft ingediend waarin op zijn minst de middelen worden aangevoerd die de schorsing en in voorkomend geval de voorlopige maatregelen hebben gerechtvaardigd, heft de voorzitter van de kamer die de schorsing en in voorkomend geval de voorlopige maatregelen bevolen heeft, die schorsing en die maatregelen onmiddellijk op.

Zijn gemotiveerd arrest wordt gewezen nadat de partijen en de auditeur in zijn advies zijn gehoord.

(1) Artikel 21 van het ontwerp.

Het arrest wordt onverwijld ter kennis van de partijen gebracht (1).

Artikel 42.-

Onder voorbehoud van het bepaalde bij artikel 4 van dit besluit zijn de artikelen 84, 86, 88 en 90 tot 92 van de algemene procedureregeling toepasselijk (2).

Bij elk processtuk worden door degene die het stuk ondertekent negen voor eensluidend verklaarde afschriften gevoegd. Er kan worden bevolen aanvullende afschriften te bezorgen.

Titel VII. - Tussengeschieden.

Artikel 43.-

In het geval een partij een overgelegd stuk van valsheid beticht, wordt op de terechtzitting te werk gegaan overeenkomstig artikel 51, eerste tot vierde lid, van de algemene procedureregeling.

(1) Artikel 40 van het ontwerp.

(2) Artikel 42 van het ontwerp.

Indien de kamer oordeelt dat het stuk van wezenlijk belang is voor haar beslissing, beslist zij bij voorraad of het stuk in aanmerking moet worden genomen (1).

Artikel 44.-

De volgende bepalingen van de algemene procedure-regeling zijn toepasselijk :

1° artikel 59 betreffende de afstand;

2° artikel 60 betreffende de verknochtheid;

3° de artikelen 62 tot 65 betreffende de wraking (2).

(1) Artikel 43 van het ontwerp.

(2) Artikel 44 van het ontwerp.

Titel VIII.- Slotbepalingen.Artikel 45.-

Het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1990 en 10 juli 1991, wordt opgeheven (1).

Artikel 46.-

Dit besluit treedt in werking de dag na die waarop het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 47.-

(1) Artikel 45 van het ontwerp.

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit" (1).

(1) Artikel 46 van het ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DERROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Les rapports ont été présentés par M. W. VAN ASSCHE, auditeur général, et par M. M. QUINTIN, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. LAMBOTTE, premier référendaire.

De verslagen werden uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur-generaal, en door de H. M. QUINTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. C. LAMBOTTE, eerste referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DERROY.

J.-J. STRYCKMANS.